L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 15 OCTOBRE 1875. 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN. 15OCTOBRE.

VANTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par D. E. Morphy & Son, à l'entrepôt Rainbow, ancoignure Tchoupitoulas et Notre-Dame. whisky, brandy, groceries, etc.

Par M. W. Newman, au No 62 de la rue de la Douane—bottes, souliers et brodequins.

Par Placide J. Spear, à son bureau, No 46 du Passage de la Bourse,—divers.

Par Gabriel Lisamont, au No 69 de la rue de Chartres,—conserves et quincaillerie.

☞ Whisky, eau-de-vie, genièvre, esprit pur, au de Cologne, à l'encan, CE MATIN, à 11 heures. Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

SPECTACLES.

Vendredi 15 octobre 1875.
ACADÉMIE—Jack and Jill, pantomime, et la troupe Leona Dare.

Le terrain de la lutte dans la prochaine campagne présidentielle.

Parlant, il y a quelques mois, de la mission qui incombe au parti de la démocratie nationale, de renverser le régime de corruption qui, depuis quinze ans, entraîne la république américaine sur une pente fatale, nous disions que les radicaux feraient tout leur possible pour diviser la démocratie ou pour l'amener sur un terrain de lutte plein de pièges et d'embûches. La confiance exagérée qu'ont eu dans leur force les démocrates de l'Ohio les a engagés à se départir des règles de la prudence et leur échec est dû à une question qui était à proprement parler étrangère à l'élection locale de l'Ohio.

Les républicains se sont trop hâtés de croire cependant à un schisme dans la démocratie à propos de la question du papier-monnaie. car l'accord pent facilement se faire sur un programme qui réservera les préférences particulières. Mais, déjà, nous voyons poindre à l'horizon et d'une façon assez nettement dessinée, une autre question que le parti républicain entend mettre en avant dans la campagne présidentielle : c'est la question religieuse.

Les républicains savent que la grande majorité des catholiques sont dans les rangs de la démocratie, tandis qu'ils en comptent fort peu dans leurs propres rangs, et ils ont déjà commencé une ténébreuse contre le romanisme, le jésuitisme, l'ultramontanisme, etc. dans l'espoir de semer la division entre les démocrates protestants et les démocrates catholiques.

Si cette manœuvre devait se borner à des diatribes plus ou moins empreintes de mauvaise foi et de passion, il est certain qu'elle n'offrirait pas un grand danger, car le bon sens pratique du peuple américain saurait en faire justice. Mais la manœuvre a pris une forme tangible et voici ce qu'ont imaginé les habiles du parti.

Le 30 septembre dernier, ils ont fait prononcer par le président Grant devant une assemblée des anciens soldats de l'armée d'invasion du Tennessee, à Des Moines, Iowa, un discours écrit et dont le machiavélisme dépasse certainement la portée de l'intelligence de celui qui l'a prononcé.

La presse a interprété d'une façon très différente la partie du discours relative "aux ennemis qui menacent la perpétuité des institutions républicaines" et nous aurions beaucoup à dire sur ce sujet, mais on n'a pas fait suffisamment ressortir la portée du paragraphe relatif aux écoles publiques. Là est la pensée mère du discours et nous croyons utile de reproduire ce passage en entier.

Là où le citoyen est le souverain et le fonctionnaire le serviteur, où aucun pouvoir n'est exercé, excepté par la volonté du peuple, il est important que le souverain,—le peuple,— possède l'intelligence. L'école gratuite est le promoteur de cette intelligence qui doit nous préserver comme nation libre.

Si nous devons avoir une autre lutte dans un avenir prochain de notre existence politique, la prédite par la ligne de division ne sera plus celle de Mason et Dixon, mais entre le patriotisme et l'intelligence d'un côté et la superstition et l'ambition nuite à l'ignorance de l'autre. Or, dans cette année, la centième de notre existence nationale, je crois que le moment est opportun pour commencer l'œuvre de fortifier les fondations de l'édifice commencé par nos ancêtres patriotes il y a 100 ans, à Concord et à Lexington. Travaillons tous à ajouter toutes les garanties nécessaires pour la sécurité plus grande de la liberté de la presse, de la parole et de la presse, des mœurs pures et de l'égalité des droits et des privilèges pour tous sans exception de nationalité, de couleur ou de religion.

Encourageons les écoles gratuites et décidons que rien de ce qui est affecté à ces écoles ne sera appliqué à l'entretien des écoles des différentes sectes; décidons que ni l'Etat ni la nation n'entretiendront d'autres institutions que celles où tous les enfants pourront recevoir une commune éducation scolaire, sans dénomination de seignement athée, payen ou sectaire. Laissons la religion à l'autel de la famille; l'Eglise et l'école particulière devant être défrayées entièrement par les contributions particulières; maintenons à jamais l'Etat séparé de l'Eglise; avec ces sauvegardes, je crois que les batailles qui ont donné naissance à l'armée du Tennessee, n'auront pas été livrées en vain.

Le Président Grant s'occupe habituellement beaucoup plus de chevaux et de cigares que d'écoles, ce n'est donc pas sans but que cette petite tirade a été mise dans sa bouche.

Les écoles gratuites n'étant soutenues que par les subventions locales des Etats et des municipalités, on se demande ce que veut dire une pareille recommandation de la part du chef du gouvernement fédéral. La pensée est complétée par un journal protestant radical, le *Christian Advocate*, qui demande carrément un amendement à la constitution imposant comme un devoir solennel à tous les Etats un système d'écoles gratuites et interdisant l'emploi des fonds publics pour aucun autre établissement d'éducation que ces écoles publiques d'Etat gratuites.

Le coup est dirigé à la fois contre les catholiques et contre les démocrates partisans des droits des Etats, mais le piège est trop grossier et trop apparent pour que les uns ou les autres puissent y tomber.

La question des écoles publiques doit être laissée au contrôle de chaque Etat et même de chaque communauté. Personne ne songe à attaquer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, les catholiques moins que les autres, car c'est à cette séparation qu'ils ont dû la rapidité de leurs progrès dans ce pays. Si les catholiques diffèrent sur la question d'éducation avec les protestants, cette différence doit rester étrangère aux questions de politique générale, et tout ce que les catholiques doivent réclamer c'est la liberté pour leurs propres écoles.

Tout en faisant observer que la prétention de faire dicter par le gouvernement fédéral ou par la Constitution l'emploi des fonds votés par les Etats ou les villes est ridicule, et contraire même à la liberté, nous pensons que la démocratie ne doit pas accepter la discussion sur le terrain où les radicaux annoncent l'intention de la porter.

Cette question des écoles gratuites n'est qu'un prétexte habilement mis en avant par les radicaux. pour exciter des dissentiments religieux dans la nation. C'est une embûche qu'il faut éviter. Nous ajoutons qu'il y a dans cette manœuvre de parti une mauvaise action et un manque absolu de patriotisme.

La république des Etats-Unis est, en effet, un des rares pays du monde où, grâce à la liberté absolue des cultes, les citoyens appartenant à des religions et à des sectes différentes peuvent vivre côte à côte dans la plus complète harmonie, et où les cérémonies extérieures d'un des cultes commandent le respect même des dissidents.

Si, comme le dit, en forme de compliment, le *Christian at work*, Grant aspire à jouer le rôle de Bismarck et veut entamer une croisade religieuse contre le catholicisme, il attirera sur lui et sur son parti l'exécration de tous les bons citoyens, sans différence de croyance, car il jouerait un rôle odieux qui ne tendrait à rien moins qu'à troubler la paix générale et à semer la discorde et la haine là où règnent les sentiments fraternels et la concorde.

Si la démocratie est sage et prudente, elle refusera de suivre ses adversaires sur les terrains qu'il leur plaît de choisir, et elle reprendra la guerre qu'elle a déjà faite à l'administration avec tant de succès, sur le terrain du droit constitutionnel et des réformes; car elle ne saurait être trop raisonnable dans la guerre au népotisme, à la corruption et au Césarisme centralisateur de Grant.

LA LOI DE LYNCH.

Exécution des empoisonneurs d'Est-Feliciana.

La dépêche suivante, adressée hier au *Picayune*, annonce l'exécution sommaire de deux empoisonneurs, dont l'un, John Gair, a été sénateur radical et l'un des meneurs du parti dans la paroisse :

Clinton, 14 octobre.—Le *posse* qui était chargé de conduire John Gair de Bâton-Rouge à Clinton, a été atteint, hier soir, à 10 milles d'ici et entouré par 70 hommes masqués qui ont désarmé l'escorte et ont ensuite fusillé Gair, l'individu qui avait empoisonné le Dr. J. W. Sanders.

Hilda Mathews, la négresse qui avait administré le poison pour le compte de Gair a été enlevée à ceux qui la gardaient par une troupe d'hommes armés et pendue à un arbre dans la cour. Tout est tranquille. Les noirs considèrent que le châtiment infligé a été une juste rétribution pour les crimes de ces dangereux nègres.

LAMBERT,
Editeur du *Patriot-Democrat*.

LE COMITÉ DE LA PAROISSE TERREBONNE OPPOSÉ A UNE CONVENTION.—Le comité exécutif de la paroisse Terrebonne, réuni le 12 à Houma, a adopté la résolution suivante :

Résolu que, dans l'opinion de ce comité représentant le sentiment des démocrates de la paroisse, la réunion d'une convention d'Etat démocrate le 22 novembre est peu sage, peu judicieuse et impolitique.

Résolu que le délégué de cette paroisse au Comité Central d'Etat soit chargé de s'opposer énergiquement à toute action dans le dit comité en faveur d'une convention.

La paroisse Terrebonne est voisine de la paroisse Lafourche et il paraît que les mêmes influences s'y font sentir, mais nous avons peine à croire que l'opinion du comité reflète l'opinion de la majorité des électeurs démocrates de la paroisse.

LA RÉCOLTE DU COTON EN LOUISIANE. —Un rapport compilé par le comité de la Bourse au coton sur les informations reçues pour le mois de septembre, nous extrayons ce qui suit relativement à la Louisiane :

Soixante-deux réponses de 31 paroisses, date moyenne, 1er octobre, rapportent le caractère du temps comme universellement défavorable.

De forts orages de vent et de pluie, ont causé des dommages réels, soit de 25 0/0, en enlevant le coton ouvert et en empêchant la cueillette qui avait commencé généralement dans l'Etat le 1er septembre.

Malgré le dommage sérieux déjà fait et qui a causé un grand découragement et des maladies beaucoup plus nombreuses que d'habitude parmi les travailleurs, si le temps est favorable à l'avenir, le rendement ne sera pas beaucoup au-dessous du chiffre de l'année dernière.

Nous remercions MM. Hester et Buck, de la Bourse au Coton, pour l'envoi que chacun d'eux nous a fait du rapport sur la perspective de la récolte de coton.

Nous avons reçu de Mr Berry, agent, 178 rue du Canal, le numéro d'octobre du *Monthly World of Fashion*, journal de modes publié à New York par A. Burdette Smith.

TOUX, RHUME, ASTHME.—Nous appelons l'attention de toutes les personnes affligées d'irritations chroniques ou aigues des voies respiratoires sur les propriétés du Baume pectoral aux Navets Indiens, préparé par Mr. B. Laplace, pharmacien 22 et 24 rues des Champs Elysées. Un grand nombre de guérisons attestent l'efficacité de cette préparation. Voir l'annonce.

LES MEILLEURS QU'ON PUISSE TROUVER ET AU MEILLEUR MARCHÉ.—Nous voulons parler des meubles de Mr. J. Hubbard, au coin des rues Perdido et Remparts. Ils viennent des premières fabriques d'Amérique et peuvent, par le bon goût de leur forme et la solidité de leur confection, se comparer aux meubles de premier ordre par la facture et le prix. Nous les recommandons aux acheteurs.

NOUVELLES POLITIQUES DE FRANCE.

Nous lisons dans la *Patrie :*

"Parvis que nous croyons être, il résulte que M. le vice-président du conseil a été informé des intentions désormais arrêtées de l'extrême gauche formulées par ces mots : Maintien énergique du scrutin de liste ; renvoi immédiat du cabinet s'il pose la question de confiance sur le scrutin d'arrondissement."

Tel est, pour une partie, le programme arrêté des gauches.

La *France* publie la note suivante, dans laquelle elle conteste les affirmations publiées par la plupart des journaux de Paris :

"Des informations très précises et très complètes nous permettent d'affirmer qu'il n'y a rien de vrai dans la nouvelle donnée, hier, par le *Temps*, que le conseil des ministres aurait décidé de poser la question de confiance lorsque l'Assemblée aurait à se prononcer sur le mode de scrutin.

"Déjà, lorsque le *Courrier de France* avait lancé cette nouvelle, nous avions exprimé notre étonnement en exactitude, en disant bien que deux ministres au moins n'avaient nullement renoncé à l'espoir de rallier une partie du centre gauche à une solution transactionnelle du genre de celle qui est proposée par M. Alfred André.

"Le *Temps* a été plus loin que le journal de M. Guyot-Montpayroux ; il a dit que le maréchal Président déclarerait hautement ne devoir plus se montrer favorable à la dissolution immédiate si le scrutin de liste était voté. Jamais le Président de la République n'a tenu un pareil langage. Il n'y a point été poussé par ses collègues par ses ministres, qui ne se sont point encore officiellement occupés de la question et qui attendent qu'elle soit plus immédiate pour arrêter une ligne de conduite à suivre, quand elle sera portée devant la Chambre."

Le *Temps* dit, hier soir, publie un article où il continue à raisonner avec la conviction que ses renseignements sont parfaitement exacts.

Le *Français* publie, de son côté, la note suivante :

"La nouvelle, donnée par certaines feuilles de gauche, que le maréchal serait intervenu pour décider tous les ministres à se prononcer en faveur du scrutin d'arrondissement, est absolument inexacte. L'accord s'est fait entre les membres du cabinet en dehors de toute action supérieure."

Nous lisons encore, sur le même sujet, dans l'*Opinion nationale :*

"En présence des nouvelles solutions prises par le ministère, on nous affirme que plusieurs membres de la commission de permanence doivent demander, jeudi prochain, la convocation de l'Assemblée.

"Tout le monde, en effet, comprend la gravité du succès de la manœuvre de M. Buffet, et on espère encore modifier, par une pression énergique de l'opinion, les décisions du cabinet."

L'Agence Havas publie la note suivante :

"L'émotion qui s'est manifestée dans quelques journaux belges, à propos de certaines publications où il est parlé de l'annexion de la Belgique à la France, a excité ici une profonde surprise, car il est de notoriété publique qu'on ne songe à rien moins en France qu'à l'annexion de la Belgique, et l'on devrait savoir à Bruxelles, comme tout le monde le sait en France, que les publications dont il s'agit sont des fantaisies essentiellement personnelles."

L'agence Havas nous communique la note suivante :

Plusieurs journaux ont annoncé qu'un honorable négociant français à Cuba, M. Edmond Lagarde, avait été attiré dans un guet-apens et assassiné. Une contrebande espagnole, sous les ordres du commandant Tizon, appartenant à la brigade Valera, se serait présentée chez lui ; on l'aurait prié de sortir, sous prétexte de lui faire reconnaître des bœufs qui, disait-on, étaient sans propriétaires, et en chemin, on l'aurait tué.

Le fait n'est malheureusement que trop vrai.

Nous apprenons qu'à la première nouvelle de ce déplorable attentat, le gouvernement français a prescrit à notre ambassadeur à Madrid de faire au cabinet espagnol les représentations les plus énergiques en vue d'obtenir une sévère répression des coupables.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LE BUREAU DES ÉCOLES RÉPOND AU COMITÉ DES CITOYENS.

Les directeurs ne veulent pas démissionner.

Le Bureau des écoles publiques s'est enfin décidé à répondre au comité, nommé par les citoyens pour demander la démission de tous ses membres, qui se sont prendus indignes de la haute position qu'ils occupent par des actes odieux; mais, la réponse est spécieuse et nous avons lieu de croire que c'est Mr Lynch, qui a été chargé de la rédiger, car c'est bien là le style d'un petit avocat de dixième ordre.

On ne peut même pas appeler la chose une réponse, car le Bureau des écoles ne répond pas à toutes les observations qui lui ont été faites et passe sous silence toutes celles qui pourraient l'embarrasser.

Nous allons donner une idée de sa logique :

Le Bureau des écoles a l'insigne audace de proclamer qu'il est généralement soutenu et que ses actes sont approuvés par la grande masse des électeurs de la Nouvelle-Orléans; et, comme preuve, il dit qu'au meeting d'indignation de la place Lafayette il n'y avait que trois mille citoyens sur les quarante-quatre mille votants de la ville, ce qui, selon lui, démontre que les quarante-et-un mille électeurs qui se sont abstenus de participer au mouvement ont voulu faire entendre ainsi qu'ils approuvaient la conduite du Bureau des écoles.

C'est peut-être très malin tout cela, mais c'est très ridicule, car c'est ce que nous appelons raisonner par l'absurde.

Ce doit être le cerveau de Pinch qui a enfanté cette idée ; dans tous les cas elle est digne de lui.

Le plus clair de l'affaire, c'est que les directeurs du Bureau des écoles tiennent à conserver leur place lucrative et ne veulent pas l'abandonner. Cela ne nous étonne pas de leur part, et nous avons toujours pensé qu'il en serait ainsi. Pour se défaire d'hommes tels que Longstreet, Pinch, Lynch *et tutti quanti*, il ne faut pas compter sur leur bonne volonté, tant qu'il y aura de l'argent à engranger ; il faut les mettre dehors par les épaules, et c'est ce que l'on fera probablement un peu plus tard.

Une visite aux levées de protection de la Pontchartrain.

Sur l'invitation du voyer de la ville, Mr Hardee, notre reporter a visité hier, de compagnie avec les représentants des autres journaux quotidiens, les levées de protection qui entourent la ville, pour la protéger contre l'inondation par les eaux du lac et du fleuve, ainsi que le revêtement en bois sur le bord du lac Pontchartrain.

Les levées sont généralement en bon état, mais le revêtement en bois laisse quelque peu à désirer, et Mr Hardee pense qu'il n'est pas assez solide pour résister longtemps à la pression. Il compte donc proposer que la ville l'autorise à construire une levée en arrière de ce revêtement en bois et sur la terre ferme, qui joindrait les deux levées de protection de l'est et de l'ouest.

Ce projet, nous dit-on, sera soumis au Conseil à sa séance de mardi prochain.

Nous en reparlerons plus longuement alors.

Le meurtre Lowe.

L'affaire Lowe a été appelée hier soir devant la Cour Criminelle Supérieure, mais à cause de l'heure avancée, elle a été renvoyée à ce matin.

Une curiosité sous forme de piano.

Nous avons passé un agréable moment hier chez Mr Jules Piffan, dont le magasin se trouve rue Royale No 62. Il nous a fait voir un piano d'un genre tout nouveau en Amérique, quoique l'invention qui est due à Mr Bavrain, un français date d'une vingtaine d'années. Ce piano, qui ressemble à tous les pianos sous un rapport, fonctionne également à l'aide d'une manivelle, que l'on tourne comme pour les orgues de Barbarie.

Un enfant peut jouer ainsi des airs charmants,—les chefs-d'œuvre des plus grands maîtres,—sans avoir jamais appris la musique. Des plaques en bois, avec des dents en acier disposées d'une certaine façon, sont placées sur le piano, et en tournant la manivelle, elles mettent en mouvement des marteaux qui frappent sur les cordes.

C'est une très jolie invention qui permettra à tout le monde d'être musicien sans frais de professeurs et sans travail.

Si nous avons bien compris, ce piano a été envoyé à Mr. Jules Piffan pour être mis en vente et il a parfaitement réussi. Quelques autres accordeurs de la ville ont aussi échoué.

Le travail est assez compliqué, et on nous dit que le monde d'artistes musiciens sans frais